

Réunion de clôture du débat public sur la PPE : le CESE se félicite de la collaboration avec la CNDP et appelle à rectifier la trajectoire actuelle

PUBLIÉ LE 29/06/2018

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a accueilli aujourd'hui la Commission nationale du débat public (CNDP) pour une réunion de restitution de la concertation conduite sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). En présence de Nicolas Hulot, Ministre de la Transition écologique et solidaire, et à la veille de la mise à jour de cette programmation pour les périodes 2018-2023 et 2024-2028, la CNDP a présenté ses premières observations, ainsi que les résultats de la consultation citoyenne G400.

Ce débat public a été l'occasion d'une collaboration inédite entre le CESE et la CNDP, qui s'est notamment appuyée sur les travaux effectués par le Conseil. Dans le cadre de son avis « Comment accélérer la transition énergétique ? », présenté en février dernier, l'institution avait en effet dressé un premier bilan de la mise en œuvre de la loi, près de trois ans après son adoption.

Dans cet avis, et alors que le débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie s'engageait, le CESE avait alerté sur le retard pris par la France, pour plusieurs de ses objectifs et celui de diviser par quatre des émissions de gaz à effet de serre de la France d'ici 2050. Concernant la production d'électricité nucléaire, non traitée dans la première programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), l'institution avait recommandé que la France se dote d'un plan permettant d'atteindre l'objectif de 50 % d'électricité d'origine nucléaire entre 2025 et 2035.

Anne-Marie Ducroux, Présidente de la section environnement du CESE, a indiqué : « *Nous sommes heureux d'avoir pu mettre à profit nos complémentarités avec la Commission nationale du débat public sur un enjeu majeur comme la transition énergétique* ».

Cette collaboration s'inscrit également dans le sens de la réforme constitutionnelle en cours, qui confère au CESE des missions enrichies dans la prise en compte de la parole citoyenne, pour continuer à créer les conditions d'un meilleur dialogue entre la société civile et les décideurs et décideuses politiques.

Contact presse :

Juliette Prost

06 72 47 53 28

Juliette.prost@plead.fr

Télécharger